

Le Point

LGV Sud-Ouest: 400 manifestants en Gironde, qui comptent "durcir" la lutte

Source AFP



Publié le 03/06/2023 à 18h29



🕒 Temps de lecture : 2 min

Quelque 400 manifestants se sont rassemblés samedi en Gironde contre la future ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, dont les premiers travaux sont attendus fin 2023, en prévenant que l'opposition au projet risquait de "se durcir".

A l'appel de l'association LGVEA et des collectifs "LGV Ni ici ni ailleurs" (LGV-NiNa) et "Stop-LGV Bordeaux Métropole", une "balade naturaliste" a été organisée samedi à la mi-journée pour visualiser l'emprise de la future ligne à Saint-Médard-d'Eyrans, à une quinzaine de kilomètres au sud de Bordeaux.

"On va s'y opposer. La vallée du Ciron, on va la défendre et ça va se durcir", a déclaré Richard Lavin, membre du collectif LGV-NiNa, en présence de plusieurs parlementaires et élus.

Ce Grand projet du Sud-Ouest (GPSO), dans les cartons depuis 1991 et relancé ces dernières années, vise à relier, en 2032, Toulouse à Paris en 3h10 et à Bordeaux en 1h05, gagnant une heure sur l'itinéraire actuel. Cinq ans après, selon la présidence du GPSO, un tronçon empruntant l'est de la forêt landaise devrait rallier Dax à Bordeaux en vingt minutes de moins que le tracé existant.

En avril, le préfet d'Occitanie Pierre-André Durand, par ailleurs coordonnateur du GPSO, a confirmé sur France Bleu que la mise en service de la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse restait prévue en 2032 et que le chantier démarrerait "en principe en fin d'année".

Le proutident de la Nouvelle-Aquitaine Alain Rousset (PS) et ses autres partisans défendent un projet "vert" qui permettrait de "sortir" de la route les 10.000 camions remontant chaque jour depuis l'Espagne, en libérant les lignes existantes pour le fret.

Mais les opposants dénoncent un "projet mortifère" qui conduirait selon eux à l'artificialisation de 5.000 hectares, en traversant notamment la vallée du Ciron, affluent de la Garonne, où se trouve une hêtraie ancestrale.

"On ne peut pas défoncer le bassin aquitain quand on voit les crises (de sécheresse) qu'on a", a déclaré à l'AFP Pauline Dupouy, porte-parole de LGV-NiNa. "C'est le bon timing pour réagir, il n'est pas trop tard, les travaux n'ont pas commencé."

Les opposants critiquent aussi l'imposition d'une taxe spéciale d'équipement (TSE) à 2.000 communes proches du tracé pour financer un "chantier pharaonique" évalué à 14 milliards d'euros. Cette enveloppe doit être prise en charge à 40 % par l'État, 40 % par les collectivités et 20 % par l'Union européenne.

03/06/2023 18:29:02 - Saint-Médard-d'Eyrans (France) (AFP) - © 2023 AFP

SOCIÉTÉ